



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUÏ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Max LEVITA, Véronique NEGRET, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Maison Louis Juvet et Théâtre du Hangar - Conventions d'occupation du domaine public avec l'association École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Subventions en nature - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la convention de création du département d'art dramatique du Conservatoire à Rayonnement Régional entre l'Etat - Ministère de la culture et de la communication et Montpellier Méditerranée Métropole, et en vue de l'habilitation à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, a été constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée : « *Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon* » (ENSAD).

L'ENSAD a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

- La mise en réseau de ces établissements ;
- Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;
- La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les espaces occupés par l'association dans le cadre de ses activités étant propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de renouveler les conventions d'occupation.

Ces conventions concernent la Maison Louis Juvet, siège historique de l'association, située rue Lallemand, à Montpellier, ainsi que le Théâtre du Hangar, situé au cœur du quartier Boutonnet, à Montpellier également, qui a été mis à disposition de l'ENSAD au terme d'un vaste programme de réhabilitation, en vue de la création d'un pôle d'enseignement de l'art dramatique d'envergure nationale, au sein d'un véritable théâtre en activité.

Ces conventions définissent les modalités techniques et financières de l'occupation des lieux, en précisant notamment les conditions d'utilisation des espaces, la répartition des responsabilités entre les parties et les prescriptions d'assurances indispensables.

L'occupation est consentie à titre gracieux et valorisée au titre de subvention en nature pour des montants respectifs de 148 250 € et 239 000 € pour la Maison Louis Juvet et le Théâtre du Hangar.

Ces conventions prendront effet au titre de l'année 2022 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'occupation du domaine public avec l'association Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon ;
- De porter au compte administratif de Montpellier Méditerranée Métropole le montant de ces subventions en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204534-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT ENSAD Maison Louis Juvet .pdf
- AOT ENSAD Theatre du Hangar .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.